



CAJ/69/10

ORIGINAL : anglais

DATE : 27 février 2014

UNION INTERNATIONALE POUR LA PROTECTION DES OBTENTIONS VÉGÉTALES

Genève

COMITÉ ADMINISTRATIF ET JURIDIQUE

Soixante-neuvième session

Genève, 10 avril 2014

QUESTIONS SOULEVÉES PAR L'INTERNATIONAL SEED FEDERATION (ISF)

Document établi par le Bureau de l'Union

Avertissement : le présent document ne représente pas les principes ou les orientations de l'UPOV

1. L'objet du présent document est :

a) de présenter les questions recensées par le Comité consultatif lors de sa quatre-vingt-sixième session, tenue à Genève les 23 et 24 octobre 2013, relatives à la lettre de l'*International Seed Federation* (ISF) portant sur "Les demandes de droits d'obtenteur du point de vue de la demande, de l'examen de la demande et de la délivrance du titre" (voir les paragraphes 62 à 66 du document C/47/15 Rev. "Rapport du président sur les travaux de la quatre-vingt-sixième session du Comité consultatif; adoption, le cas échéant, des recommandations élaborées par ce comité") et d'inviter le Comité administratif et juridique (CAJ) à examiner des propositions sur la manière dont elles pourraient être abordées dans les documents d'information existants de l'UPOV et ceux susceptibles d'être établis à l'avenir; et

b) d'inviter le CAJ à envisager la transformation du document UPOV/INF/15 "Document d'orientation destiné aux membres de l'UPOV concernant les obligations en cours et les notifications connexes ainsi que la fourniture d'informations visant à faciliter la coopération" en un document-cadre qui déterminera les questions clés pour le fonctionnement d'un système de protection des obtentions végétales et fournira des liens renvoyant aux documents d'information détaillés.

TABLE DES MATIÈRES

INFORMATIONS GÉNÉRALES	2
I. QUESTIONS INDIVIDUELLES QUE LE CAJ EST INVITÉ À EXAMINER	2
Créneau pour le dépôt des demandes	2
Information généalogique	3
Demande électronique	3
Correspondance	4
Matériel	5
a) Fourniture de lignées parentales pour les demandes concernant les hybrides	6
b) Disponibilité et échange de matériel	7
c) Confidentialité du matériel du déposant lorsque les centres d'examen créent des variétés de la même espèce	8
Fréquence de la communication des données et exhaustivité des bases de données	9
Règles de dénomination	10

II. DOCUMENT-CADRE UPOV/INF/15 "DOCUMENT D'ORIENTATION DESTINÉ AUX MEMBRES DE L'UPOV CONCERNANT LES OBLIGATIONS EN COURS ET LES NOTIFICATIONS CONNEXES AINSI QUE LA FOURNITURE D'INFORMATIONS VISANT À FACILITER LA COOPÉRATION10

ANNEXE : Programme d'enseignement à distance de l'UPOV "Examen des demandes de droits d'obtenteur" (DL-305)

- Module 1 "Le service d'octroi des droits d'obtenteur"
- Module 2 "Administration des demandes"

INFORMATIONS GÉNÉRALES

2. À sa quarante-septième session ordinaire tenue à Genève le 24 octobre 2013, le Conseil a reçu un rapport du Comité consultatif concernant l'examen d'une lettre de l'*International Seed Federation* (ISF) portant sur "Les demandes de droits d'obtenteur du point de vue de la demande, de l'examen de la demande et de la délivrance du titre" (voir les paragraphes 62 à 66 du document C/47/15 Rev. "Rapport du président sur les travaux de la quatre-vingt-sixième session du Comité consultatif; adoption, le cas échéant, des recommandations élaborées par ce comité").

3. Le rapport notait que le Comité consultatif avait conclu que nombre de ces questions pouvaient être abordées dans les documents d'information existants de l'UPOV et ceux susceptibles d'être établis à l'avenir. Ces questions seraient examinées par les organes compétents au sein de l'UPOV, en particulier le CAJ et le Comité technique (TC). Concernant les idées de l'ISF relatives à la possibilité d'établir un système de dépôt international, un programme d'assurance qualité de l'UPOV et un système d'examen central pour les dénominations variétales, il a été signalé que le Comité consultatif avait prié le Bureau de l'Union et l'ISF de préciser les problèmes rencontrés et les solutions possibles pour examen à sa prochaine session (voir l'annexe II du document C/47/19 "Compte rendu des décisions").

I. QUESTIONS INDIVIDUELLES QUE LE CAJ EST INVITÉ À EXAMINER

4. À sa quatre-vingt-sixième session, le Comité consultatif a examiné la lettre de l'ISF sur "Les questions de dépôt, d'examen et de délivrance en rapport avec les demandes de droits d'obtenteur" (voir les paragraphes 62 à 66 du document C/47/15 Rev. "Rapport du président sur les travaux de la quatre-vingt-sixième session du Comité consultatif; adoption, le cas échéant, des recommandations élaborées par ce comité"). Le Comité consultatif est convenu d'inviter le CAJ et le TC à examiner les recommandations de l'ISF concernant le matériel d'information existant et futur, parallèlement à la transformation du document UPOV/INF/15 en un document-cadre. Les questions individuelles soulevées par l'ISF sont examinées dans ce contexte.

Créneau pour le dépôt des demandes

[Extrait de la lettre de l'ISF – (original : anglais)]

Créneau pour le dépôt des demandes : Dans certains pays, la période pendant laquelle une demande peut être déposée est limitée. C'est ainsi par exemple que, pour une certaine plante, la demande ne peut être déposée que durant une période spécifique de un ou deux mois par an. Les membres de l'ISF sont d'avis que cette spécificité et durée limitée pose problème, en particulier lorsque le créneau de temps réservé à l'enregistrement des variétés est différent de celui réservé aux demandes de droits d'obtenteur. Lorsqu'un dépôt fait l'objet d'une demande prioritaire, il est essentiel d'agir sans retard et un créneau peut entraver une telle possibilité. Il devrait être possible de déposer des demandes toute l'année durant mais, au cas où un créneau est fixé, il doit être sensible et réaliste.

5. Le CAJ souhaitera peut-être se demander s'il convient d'élaborer dans le document UPOV/INF/15 des orientations sur la possibilité de déposer des demandes toute l'année durant et/ou l'utilisation de délais pour le dépôt des demandes.

6. *Le CAJ est invité à envisager l'élaboration dans le document UPOV/INF/15 d'orientations sur la possibilité de déposer des demandes toute l'année durant et/ou l'utilisation de délais pour le dépôt des demandes.*

Information généalogique

[Extrait de la lettre de l'ISF – (original : anglais)]

Information généalogique : Les membres de l'ISF sont d'avis que l'information généalogique ne doit pas être sollicitée mais que, si des pays décident de la solliciter, elle ne doit pas devenir publique. En outre, un obtenteur doit pouvoir indiquer que certains renseignements donnés dans la demande doivent être considérés comme étant confidentiels.

7. Le CAJ souhaitera peut-être se demander si les orientations existantes dans le document TGP/7 "Élaboration des principes directeurs d'examen", Annexe 1 : Modèle de principes directeurs d'examen, section 4 "Renseignements sur le schéma de sélection et la méthode de multiplication de la variété" et sa note de bas de page (voir http://www.upov.int/edocs/tgpdocs/fr/tgp_7.pdf) constituent une manière adéquate d'aborder la situation des demandes d'informations généalogiques (la section 4 est reproduite ci-dessous) ou si des orientations supplémentaires seraient appropriées.

#4. Renseignements sur le schéma de sélection et la méthode de multiplication de la variété

4.1 Schéma de sélection

{**ASW 15**} (Chapitre 10 : Questionnaire technique, section 4.1) – Renseignements sur le schéma de sélection}

4.2 Méthode de multiplication de la variété

{**GN 31**} (Chapitre 10 : Questionnaire technique, section 4.2) – Renseignements sur la méthode de multiplication de la variété}

{**GN 32**} (Chapitre 10 : Questionnaire technique, section 4.2) – Renseignements sur le schéma de production des variétés hybrides}

Les autorités peuvent prévoir que certains de ces renseignements seront indiqués dans une section confidentielle du questionnaire technique.

8. *Le CAJ est invité à se demander si les orientations figurant dans le document TGP/7 "Élaboration des principes directeurs d'examen" : annexe 1 : Modèle de principes directeurs d'examen, section 4 "Renseignements sur le schéma de sélection et la méthode de multiplication de la variété" et sa note de bas de page constituent une manière adéquate d'aborder la situation des demandes d'informations généalogiques ou si des orientations supplémentaires seraient appropriées.*

Demande électronique

[Extrait de la lettre de l'ISF – (original : anglais)]

Demande électronique : Dans certains pays ou régions, la demande peut être envoyée par voie électronique, par courrier électronique notamment, alors que, dans d'autres pays, une demande ne peut être déposée que sur papier. Les membres de l'ISF sont en faveur de la possibilité de déposer une demande par courrier électronique ou par une autre voie électronique, estimant que tous les pays membres de l'UPOV devraient avoir recours à un tel système.

9. Le CAJ souhaitera peut-être prendre note des initiatives suivantes qui ont trait aux demandes électroniques :

a) le projet d'élaboration d'un formulaire électronique prototype (voir le document CAJ/69/8 "Systèmes de dépôt électronique des demandes"); et

b) l'enquête auprès des membres de l'Union quant à leur utilisation de la base de données aux fins de la protection des obtentions végétales, ainsi que leur utilisation des systèmes de dépôt électronique des demandes (voir le document CAJ/69/6 "Bases de données d'information de l'UPOV").

10. Le CAJ souhaitera peut-être se demander s'il convient d'élaborer dans le document UPOV/INF/15 des orientations sur la possibilité de déposer des demandes par voie électronique.

11. Le CAJ est invité à :

a) prendre note des initiatives existantes telles qu'elles sont décrites dans le paragraphe 9 ci-dessus, concernant les demandes électroniques; et

b) se demander s'il convient d'élaborer dans le document UPOV/INF/15 des orientations sur la possibilité de déposer des demandes par voie électronique.

Correspondance

[Extrait de la lettre de l'ISF – (original : anglais)]

Correspondance : Dans certains pays, l'Office des droits d'obtenteur enverra uniquement la correspondance à l'agent local et non pas au déposant, qui peut se trouver dans un autre pays. Cela peut provoquer des retards indésirables et risqués lorsqu'un déposant doit envoyer sa réponse avant une certaine date. Les membres de l'ISF sont d'avis que cette correspondance devrait être envoyée à l'adresse donnée par le déposant et, de préférence, par courrier électronique. Qui plus est, il est souvent difficile de trouver un agent local qui a une bonne connaissance des lois locales de protection des obtentions végétales. Quoi qu'il en soit, aussi bien l'agent local que le déposant doivent être informés. Dans les pays dont l'anglais n'est pas la langue nationale, la capacité de correspondre en anglais devrait être disponible.

12. Le document TGP/5 Section 2 "Formulaire type de l'UPOV pour la demande de protection d'une obtention végétale" contient ce qui suit pour ce qui est de la correspondance (voir les points 1 et 2 qui sont reproduits ci-dessous).

FORMULAIRE TYPE POUR LA DEMANDE DE PROTECTION D'UNE OBTENTION VÉGÉTALE

(Service où la demande est déposée)

NOTE : consulter d'abord les instructions

(Numéro du dossier)
(Date de réception)

<p>1.(a) Demandeur(s)¹</p> <p>Nom(s) UPOV-A1: 1(a)(i)[#] _____</p> <p>Adresse(s) UPOV-A1: 1(a)(ii) _____</p> <p>_____</p> <p>Numéro(s) de téléphone UPOV-A1: 1(a)(iii) _____</p> <p>Numéro(s) de télécopieur UPOV-A1: 1(a)(iv) _____</p> <p>Adresse(s) électronique(s) UPOV-A1: 1(a)(v) _____</p> <p>(b) nationalité(s) : _____ UPOV-A1: 1(b)</p> <p>(c) domicile (État) : _____ UPOV-A1: 1(c)</p> <p>(d) siège pour les personnes morales (État) : UPOV-A1: 1(d)</p> <p>_____</p> <p>(e) Il sera fait appel aux services d'un représentant/mandataire : Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> UPOV-A1: 1(e)(i) UPOV-A1: 1(e)(ii)</p>	<p>2.(a) Nom et adresse auxquels la correspondance doit être envoyée (si autres qu'au 1.(a)):</p> <p>Nom UPOV-A1: 2(a)(i) _____</p> <p>Adresse UPOV-A1: 2(a)(ii) _____</p> <p>_____</p> <p>Numéro(s) de téléphone _____ UPOV-A1: 2(a)(iii)</p> <p>Numéro(s) de télécopieur _____ UPOV-A1: 2(a)(iv)</p> <p>Adresse(s) électronique(s) _____ UPOV-A1: 2(a)(v)</p> <p>(b) Le nom et l'adresse sont ceux : <input type="checkbox"/> de l'un des demandeurs UPOV-A1: 2(b)(i) <input type="checkbox"/> du représentant/mandataire UPOV-A1: 2(b)(ii)</p>	<div style="border: 1px solid black; padding: 5px; width: fit-content; margin: 0 auto;"> <p>RÉSERVÉ À L'ADMINIS- TRATION</p> </div>
---	---	---

13. Le CAJ souhaitera peut-être se demander s'il convient d'élaborer dans le document TGP/5 Section 2 et/ou dans le document UPOV/INF/15 des orientations supplémentaires pour l'examen des questions soulevées par l'ISF ayant trait à la correspondance.

14. *Le CAJ est invité à :*

a) *prendre note des orientations qui figurent dans le document TGP/5 Section 2 " Formulaire type de l'UPOV pour la demande de protection d'une obtention végétale", pour ce qui est de la correspondance; et*

b) *se demander s'il convient d'élaborer dans le document TGP/5 Section 2 et/ou dans le document UPOV/INF/15 des orientations supplémentaires ayant trait à la correspondance.*

Matériel

[Extrait de la lettre de l'ISF – (original : anglais)]

Confidentialité du matériel : Dans certains pays, lorsqu'une demande de droits d'obtenteur est déposée pour une espèce hybride, les services exigent du déposant qu'il fournisse des semences (ou, le cas échéant, du matériel multiplié par voie végétative) des lignées parentales également même si le matériel en question n'est pas souvent utilisé pour l'examen de la variété. Les membres de l'ISF insistent pour dire qu'il ne devrait en aucun cas être obligatoire de fournir des lignées parentales pour les demandes hybrides.

Dans certains pays, la confidentialité de l'information ou de la semence fournie n'est pas garantie par les services des droits d'obtenteur. Dans ces conditions, plus grand est le risque de voir les lignées parentales devenir disponibles en public. Une demande de fournir des semences de lignées parentales est une importante raison pour laquelle les entreprises semencières peuvent décider de ne pas déposer une demande dans ces pays.

Conformément au document TGP/4/1, les services de protection des obtentions végétales prennent toutes les mesures nécessaires pour protéger les droits du déposant. Selon l'ISF, cela consiste notamment à traiter le matériel avec la plus grande confidentialité et à utiliser un accord de transfert de matériel entre l'office des droits d'obtenteur et le déposant qui devrait alors garantir le traitement confidentiel de ce matériel. Une fois garantie la confidentialité, la taille de l'échantillon des semences demandé doit encore être raisonnable. Dans les pays où la taille de l'échantillon des semences demandé est trop grande, les entreprises semencières ont alors une autre raison pour envisager de ne pas déposer une demande.

Lorsque des organisations chargées de la procédure d'examen des droits d'obtenteur créent elles-mêmes des variétés de la même espèce que celles d'autres déposants, des mesures claires et rigoureuses devraient être prises pour garantir la confidentialité du matériel du déposant.

[Extrait de la lettre de l'ISF – (original : anglais)]

Règles régissant l'échange de matériel : Dans nombre de pays, il n'y a aucune règle ou ligne directrice formelle pour l'échange de matériel végétal ou de semences entre les offices d'examen. Les membres de l'ISF sont d'avis qu'une bonne traçabilité est très importante. Il arrive souvent que les obtenteurs ne savent pas ce qu'il advient de leur matériel une fois leur demande terminée. Au minimum, l'obtenteur devrait être notifié et idéalement tenu de donner son autorisation avant que le matériel de sa variété ne soit envoyé à d'autres services. Ces règles d'échange sont particulièrement cruciales pour les lignées parentales. Des règles claires et harmonisées liées à un accord préalable contribueraient à préserver l'intégrité et la sécurité des matériels végétaux ou semenciers. L'absence de règles formelles pour l'échange de matériel sape le désir de quelques entreprises de déposer des demandes de droits d'obtenteur dans ces pays.

[Extrait de la lettre de l'ISF – (original : anglais)]

Disponibilité du matériel : Certains pays exigent du déposant qu'il mette du matériel de la variété protégée à la disposition du public. Cela risque de poser un problème dans le cas des lignées parentales, un concurrent pouvant en effet solliciter du matériel de la lignée parentale protégée. D'après l'enquête menée, les entreprises semencières éprouvent une très grande réticence à fournir à d'autres du matériel de lignées parentales ou se refuseraient à honorer une telle requête. Le matériel ne devrait pas être mis à la disposition du public sans le consentement des obtenteurs. Aucune disposition de la Convention UPOV ne stipule que du matériel protégé doit être mis à la disposition du public. Pour quelques entreprises, cette exigence est un motif pour ne pas déposer une demande de droits d'obteneur dans ces pays.

Le matériel qui est mis à la disposition du public doit être limité au matériel qui est mis à disposition dans le commerce.

15. Les orientations existantes et les approches possibles concernant les exigences en matière de matériel sont présentées dans les paragraphes suivants.

a) *Fourniture de lignées parentales pour les demandes concernant les hybrides*

16. Des orientations sur les lignées parentales en rapport avec les demandes concernant les hybrides sont données dans l'“Introduction générale à l'examen de la distinction, de l'homogénéité et de la stabilité et à l'harmonisation des descriptions des obtentions végétales” (voir “Introduction générale”, document TG/1/3) et dans le document TGP/7/3 “Élaboration des principes directeurs d'examen” (voir http://www.upov.int/resource/fr/dus_guidance.html).

[Extrait de l'Introduction générale]

“7.3.2 Variétés hybrides

“En plus d'un examen de la variété hybride elle-même, la stabilité d'une variété hybride peut aussi être évaluée par l'examen de l'homogénéité et de la stabilité de ses lignées parentales”.

[Extraits du document TGP/7/3]

“ASW 7(a) (Chapitre 4.1.1) – Distinction : formule parentale

“Pour établir la distinction des hybrides, il est possible d'utiliser les lignées parentales et la formule, en observant les recommandations suivantes :

- i) description des lignées parentales conformément aux principes directeurs d'examen;
- ii) vérification de l'originalité de ces lignées parentales par rapport à la collection de référence, sur la base des caractères décrits dans la section 7 afin de réaliser un criblage des lignées endogames les plus proches;
- iii) vérification de l'originalité de la formule des hybrides par rapport à celle des hybrides notoirement connus, compte tenu des lignées endogames les plus proches; et
- iv) établissement de la distinction au niveau des hybrides pour les variétés à formule semblable.

“Des indications supplémentaires figurent dans les documents TGP/9 “Examen de la distinction” et TGP/8 “Protocole d'essai et techniques utilisés dans l'examen de la Distinction, de l'Homogénéité et de la Stabilité”.

[...]

“e) *Évaluation de l'homogénéité en cas d'utilisation de la formule parentale*

“Lorsque l'évaluation d'une variété hybride fait appel aux lignées parentales, l'homogénéité de la variété hybride devra, outre l'examen de la variété hybride elle-même, être également évaluée au moyen d'un examen de l'homogénéité de ses lignées parentales”.

[...]

“ASW 10 (Chapitre 4.3.3 du modèle) – Détermination de la stabilité : variétés hybrides

“Lorsqu’il y a lieu, ou en cas de doute, la stabilité d’une variété hybride peut, outre l’examen de la variété hybride elle-même, être déterminée également par examen de l’homogénéité et de la stabilité de ses lignées parentales”.

[...]

“ASW 13 (Chapitre 10 du modèle : titre du questionnaire technique) – Questionnaire technique portant sur des variétés hybrides

“Lorsque la formule parentale peut être utilisée pour l’évaluation de la distinction (voir ASW 7(a) (Chapitre 4.1.1) – Distinction : formule parentale), le texte ci-après peut être ajouté :

“Si la demande de certificat d’obtention végétale porte sur une variété hybride et si l’examen requiert la remise des lignées parentales, le présent questionnaire doit être rempli pour chacune des lignées parentales en plus de la variété hybride”.

17. Le CAJ souhaitera peut-être se demander s’il convient d’élaborer des orientations supplémentaires sur les lignées parentales en rapport avec les demandes concernant les hybrides et/ou d’ajouter une référence aux orientations existantes sur les lignées parentales dans le document UPOV/INF/15.

18. *Le CAJ est invité à :*

a) prendre note des orientations existantes sur les lignées parentales en rapport avec les demandes concernant les hybrides, telles qu’elles figurent dans le paragraphe 16 ci-dessus; et

b) se demander s’il convient d’élaborer des orientations supplémentaires sur les lignées parentales en rapport avec les demandes concernant les hybrides et/ou d’ajouter une référence aux orientations existantes sur les lignées parentales dans le document UPOV/INF/15.

b) Disponibilité et échange de matériel

19. Des orientations sur le matériel fourni par l’obteneur à des fins d’examen figurent dans :

i) TGP/5 “Expérience et coopération en matière d’examen DHS”, section 11 “Exemples de politiques et de contrats en ce qui concerne le matériel fourni par l’obteneur” (voir les extraits pertinents ci-dessous qui sont également disponibles à l’adresse suivante : <http://www.upov.int/tgp/en/>).

“1.3 Le présent document [document TGP/5, Section 11] donne des exemples de politiques suivies par les services dans lesquels la question de la sauvegarde des intérêts légitimes de l’obteneur est prise en compte”.

[...]

“L’annexe I du présent document [document TGP/5, Section 11] donne un exemple de contrat entre la société Seminis Vegetable Seeds, Inc. et IP Australia”.

“L’annexe II du présent document expose la politique de l’Office communautaire des variétés végétales (OCVV) en ce qui concerne le matériel végétal soumis à des fins d’examen DHS dans le cadre de demandes de protection communautaire d’obtentions végétales”.

ii) TGP/4 “Constitution et maintien des collections de variétés”, section 3.1.2 “Matériel végétal vivant”.

“3.1.2.2.2 Aux fins de l’examen DHS, l’UPOV encourage la coopération entre les collecteurs de variétés (voir la section 3.2), en particulier l’échange de renseignements et de matériel végétal vivant pour l’examen de la distinction. Toutefois, dans le cas particulier des lignées parentales fournies dans le cadre de l’examen d’une variété candidate hybride, du matériel végétal vivant ne doit être mis à la disposition d’autres collecteurs de variétés que sous réserve de la sauvegarde de l’intérêt légitime de l’obteneur. On trouvera dans le document TGP/5 intitulé “Expérience et coopération en matière d’examen DHS”

(document TGP/5) des exemples de politiques et de contrats en ce qui concerne le matériel fourni par l'obteneur".

iii) TGP/5 "Expérience et coopération en matière d'examen DHS", section 1 "Accord administratif pour la coopération internationale en matière d'examen des variétés".

"Article 4

"1) Les services prennent toutes les mesures nécessaires pour protéger les droits du déposant.

"2) Sauf autorisation expresse du service récepteur et du déposant, le service prestataire doit s'abstenir de fournir à un tiers du matériel des variétés dont l'examen a été sollicité.

"3) Seuls auront accès aux documents et aux parcelles d'essais :

"i) le service récepteur, le déposant et toute personne dûment autorisée;

"ii) le personnel nécessaire de l'institution qui effectue l'examen et les experts spécialement appelés à cet effet et qui sont tenus au secret professionnel en service public. Ces experts n'ont accès aux formules des variétés hybrides que si cela est strictement indispensable et si le déposant ne formule aucune objection.

"Le présent alinéa n'exclut pas l'accès général des visiteurs aux parcelles d'essais, à condition qu'il soit dûment tenu compte de l'alinéa 1) ci-dessus.

"4) Si un autre service a la qualité de service récepteur en vertu d'un accord similaire, l'accès peut également être accordé conformément aux règles applicables en vertu de cet accord".

20. Le CAJ souhaitera peut-être se demander s'il convient d'élaborer des orientations supplémentaires sur le matériel fourni à des fins d'examen par l'obteneur et/ou d'ajouter une référence aux orientations existantes sur les lignées parentales dans le document UPOV/INF/15.

21. *Le CAJ est invité à :*

a) *prendre note des orientations existantes sur la disponibilité et l'échange de matériel telles qu'elles figurent dans le paragraphe 19 ci-dessus; et*

b) *se demander s'il convient d'élaborer des orientations supplémentaires sur le matériel fourni à des fins d'examen par l'obteneur et/ou d'ajouter une référence aux orientations existantes dans le document UPOV/INF/15.*

c) *Confidentialité du matériel du déposant lorsque les centres d'examen créent des variétés de la même espèce*

22. Le CAJ souhaitera peut-être prendre note des délibérations qui ont eu lieu en son sein de 2002 à 2005 sur les "Recommandations visant à garantir l'indépendance des centres procédant à l'examen DHS qui mènent des activités d'amélioration des plantes ou qui sont associés à de telles activités" (voir le paragraphe 69 du document CAJ/49/5 "Compte rendu" et le document CAJ/49/3 "Recommandations visant à garantir l'indépendance des centres procédant à l'examen DHS qui mènent des activités d'amélioration des plantes ou qui sont associés à de telles activités" disponible à l'adresse suivante : http://www.upov.int/meetings/en/topic.jsp?group_id=252) et se demander s'il convient d'élaborer dans le document UPOV/INF/15 des orientations sur cette question.

23. *Le CAJ est invité à :*

a) *prendre note des délibérations qui ont eu lieu en son sein sur les "Recommandations visant à garantir l'indépendance des centres procédant à l'examen DHS qui mènent des activités d'amélioration des plantes ou qui sont associés à de telles activités", comme indiqué dans le paragraphe 22 ci-dessus; et*

b) se demander s'il convient d'élaborer dans le document UPOV/INF/15 des orientations sur la confidentialité du matériel du déposant lorsque les centres procédant à l'examen DHS mènent des activités d'amélioration des plantes ou sont associés à de telles activités.

Fréquence de la communication des données et exhaustivité des bases de données

Mise à jour de la fréquence

[Extrait de la lettre de l'ISF – (original : anglais)]

Mise à jour de la fréquence : Dans certains pays, le site Web national donnant des informations sur les droits d'obtenteur n'est mis à jour qu'à des intervalles irréguliers, parfois même une fois tous les deux ans ou moins. Les membres de l'ISF sont d'avis que chaque office des droits d'obtenteur devrait obligatoirement tenir à jour de manière permanente un site Web. De même, l'Office de l'UPOV devrait recevoir régulièrement des mises à jour et réviser à intervalles réguliers leurs bases de données d'information (tous les deux mois au moins). Il serait très utile que les offices de droits d'obtenteur utilisent non seulement leur langue nationale mais placent aussi en anglais sur leurs sites Web des informations concernant les droits d'obtenteur.

24. Le document CAJ/69/6 "Bases de données d'information de l'UPOV" note que, à sa soixante-huitième session tenue à Genève le 21 octobre 2013, le CAJ a approuvé la proposition visant à accroître la fréquence des mises à jour de la base de données PLUTO. La section 4 du programme, telle qu'elle a été modifiée par le CAJ à sa soixante-huitième session, dispose ce qui suit :

"4. Fréquence de la communication des données

"Les contributeurs seront encouragés à fournir des données dès que cela s'avère pratique après leur publication par l'(les) autorité(s) concernée(s). La base de données PLUTO sera mise à jour avec de nouvelles données aussi rapidement que possible après leur réception, conformément à la procédure de téléchargement".

Étendue de la base de données

[Extrait de la lettre de l'ISF – (original : anglais)]

Étendue de la base de données : Dans certains pays, les sites Web nationaux donnent uniquement la liste des droits d'obtenteur octroyés, ignorant ceux qui sont en instance. Les membres de l'ISF sont d'avis qu'il serait utile de placer également sur les sites Web officiels des informations relatives aux demandes en instance. Cela assurerait un niveau plus complet et adéquat d'information qui permettrait aux entreprises de vérifier leurs demandes de droits d'obtenteur en instance et celles de leurs concurrentes. Ces informations aident à suivre la procédure de demande tout en facilitant le respect des droits de propriété intellectuelle.

25. Le document CAJ/69/6 "Bases de données d'information de l'UPOV" contient les réponses à une enquête auprès des membres de l'Union quant à leur utilisation des bases de données aux fins de la protection des obtentions végétales, ainsi que leur utilisation des systèmes de dépôt électronique des demandes.

26. À sa soixante-huitième session tenue à Genève le 21 octobre 2013, le CAJ est convenu d'ajouter un point concernant le programme de mise à jour du document UPOV/INF/5 "Bulletin type de l'UPOV de la protection des obtentions végétales" à la soixante-dixième session du CAJ qui se tiendra en octobre 2014 (voir le paragraphe 17 du document CAJ/68/10 "Compte rendu des conclusions"). Le CAJ souhaitera peut-être examiner les questions concernant la fréquence et l'exhaustivité des données à publier parallèlement à la mise à jour du document UPOV/INF/5 "Bulletin type de l'UPOV de la protection des obtentions végétales".

27. Le CAJ est invité à :

a) prendre note que le document CAJ/69/6 "Bases de données d'information de l'UPOV" contient des questions pertinentes sur la communication

régulière d'informations à la base de données sur les variétés végétales PLUTO;

b) prendre note que le document CAJ/69/6 contient les réponses à une enquête auprès des membres de l'Union quant à leur utilisation des bases de données aux fins de la protection des obtentions végétales, ainsi que leur utilisation des systèmes de dépôt électronique des demandes; et

c) se demander s'il convient d'élaborer des orientations sur la fréquence de la communication des données et l'exhaustivité des bases de données parallèlement à la mise à jour du document UPOV/INF/5 "Bulletin type de l'UPOV de la protection des obtentions végétales", comme indiqué dans le paragraphe 26 ci-dessus.

Règles de dénomination

[Extrait de la lettre de l'ISF – (original : anglais)]

Différences dans les règles de dénomination : Ces règles varient au sein d'un même pays et entre différents pays. Personne n'ignore que surviennent fréquemment des conflits parce que plusieurs pays ont des règles de dénomination internes incohérentes. C'est ainsi par exemple qu'un nom qui est accepté dans un pays ou une région XYZ à des fins de listage national peut être plus tard refusé pour des droits d'obtenteur nationaux ou régionaux. Il faudrait au minimum que les règles de dénomination soient compatibles pour le listage national et les droits d'obtenteur dans le même pays.

En général, on estime qu'une plus grande harmonisation est nécessaire, ce qui revient à dire que les règles de dénomination devraient être uniformisées partout dans le monde et qu'il devrait y avoir dans la mesure du possible un système central d'approbation.

Lorsqu'il n'est pas possible d'avoir des règles mondiales, en raison par exemple de différentes polices de caractère, des règles régionales pourraient être envisagées.

28. Le CAJ est invité à prendre note que des éléments nouveaux concernant les dénominations variétales qui pourraient s'appliquer dans le contexte d'une révision éventuelle des "Notes explicatives concernant les dénominations variétales selon la Convention UPOV" (document UPOV/INF/12/4) sont examinés dans le document CAJ/69/2 "Élaboration de matériels d'information concernant la Convention UPOV", le document CAJ/69/5 "Dénominations variétales" et le document CAJ/69/9 "Possibilité d'élaboration d'un outil de recherche de l'UPOV de similarité aux fins de la dénomination variétale".

29. Le CAJ est invité à examiner les questions soulevées par l'ISF concernant les règles de dénomination parallèlement à la révision éventuelle des "Notes explicatives sur les dénominations variétales selon la Convention UPOV", comme indiqué dans le paragraphe 28 ci-dessus.

II. DOCUMENT-CADRE UPOV/INF/15 "DOCUMENT D'ORIENTATION DESTINÉ AUX MEMBRES DE L'UPOV CONCERNANT LES OBLIGATIONS EN COURS ET LES NOTIFICATIONS CONNEXES AINSI QUE LA FOURNITURE D'INFORMATIONS VISANT À FACILITER LA COOPÉRATION

30. Le document UPOV/INF/15 contient actuellement des orientations destinées aux membres de l'Union sur les obligations en cours et les notifications connexes, ainsi que sur la fourniture d'informations visant à faciliter la coopération. Lorsqu'ils sont nommés, les représentants au Conseil reçoivent une copie du document UPOV/INF/15.

31. L'invitation du Comité consultatif à sa quatre-vingt-sixième session porte sur la transformation du document UPOV/INF/15 en un document-cadre qui fournirait :

- i) un aperçu général du fonctionnement des principaux éléments d'un système de protection des obtentions végétales; et
- ii) un lien avec les orientations détaillées pertinentes.

32. Conformément à l'invitation du Comité consultatif, il est proposé de modifier le titre du document UPOV/INF/15 en conséquence et d'incorporer les éléments pertinents des modules 1 et 2 du Programme d'enseignement à distance de l'UPOV "Examen des demandes de droits d'obtenteur" (DL 305) (les modules 1 et 2 du DL-305 sont reproduits à l'annexe du présent document) ainsi que les éléments qui feront l'objet d'un accord pour l'élaboration d'orientations concernant les questions soulevées dans le présent document.

33. Le CAJ est invité à transformer le document UPOV/INF/15 "Document d'orientation destiné aux membres de l'UPOV concernant les obligations en cours et les notifications connexes ainsi que la fourniture d'informations visant à faciliter la coopération" en un document-cadre qui déterminera les questions clés pour le fonctionnement d'un système de protection des obtentions végétales et fournira un lien avec les orientations détaillées pertinentes comme indiqué dans le paragraphe 32.

[L'annexe suit]

PROGRAMME D'ENSEIGNEMENT À DISTANCE DE L'UPOV "EXAMEN DES DEMANDES
DE DROITS D'OBTENTEUR" (DL-305)

MODULE 1 : LE SERVICE D'OCTROI DES DROITS D'OBTENTEUR

Objectif

L'objectif du présent module est de donner un aperçu général de la structure et des fonctions d'un service d'octroi des droits d'obtenteur.

INTRODUCTION

Les demandes de droits d'obtenteur sont soumises à l'examen du service établi sur le territoire du membre de l'UPOV concerné. Conformément à l'article 30 de l'Acte de 1991 et à l'article 7 de l'Acte de 1978 de la Convention UPOV, les membres de l'UPOV établissent un service chargé d'octroyer des droits d'obtenteur. Ils veillent également à ce que le public soit informé des demandes de droit d'obtenteur et des droits d'obtenteur délivrés ainsi que des dénominations proposées et approuvées.

“Article 30 Application de la Convention 1) Chaque Partie contractante prend toutes mesures nécessaires pour l'application de la présente Convention et, notamment : [...] ii) établit un service chargé d'octroyer des droits d'obtenteur ou charge le service établi par une autre Partie contractante d'octroyer de tels droits; iii) assure l'information du public par la publication périodique de renseignements sur – les demandes de droits d'obtenteur et les droits d'obtenteur délivrés, et – les dénominations proposées et approuvées”.

La taille et la structure du service d'octroi des droits d'obtenteur varient en fonction de la manière dont chaque membre de l'UPOV prévoit l'application de la Convention UPOV et l'examen des demandes de droits d'obtenteur en particulier.

L'examen des demandes de droits d'obtenteur est exigé dans l'article 12 de l'Acte de 1991 et dans l'article 7 de l'Acte de 1978 de la Convention UPOV. La décision d'octroyer un droit d'obtenteur exige un examen de la conformité aux conditions de protection, telles qu'elles figurent dans les articles 5 à 9 de l'Acte de 1991 et l'article 6 de l'Acte de 1978 de la Convention UPOV, à savoir les conditions de nouveauté, de distinction, d'homogénéité et de stabilité (DHS), une dénomination appropriée et les formalités applicables.

“Article 12 Examen de la demande La décision d'octroyer un droit d'obtenteur exige un examen de la conformité aux conditions prévues aux articles 5 à 9. Dans le cadre de cet examen, le service peut mettre la variété en culture ou effectuer les autres essais nécessaires, faire effectuer la mise en culture ou les autres essais nécessaires, ou prendre en compte les résultats des essais en culture ou d'autres essais déjà effectués. En vue de cet examen, le service peut exiger de l'obtenteur tout renseignement, document ou matériel nécessaire”.

Les services d'octroi des droits d'obtenteur doivent prendre les mesures nécessaires pour sauvegarder les intérêts de l'obtenteur quant aux documents, renseignements et matériel fournis dans le cadre de la demande.

L'UPOV a élaboré la “Collection UPOV” de matériels d'orientation et d'information sur la protection des obtentions végétales en vertu de la Convention UPOV, sur laquelle ce cours d'enseignement à distance est fondé. Il sied cependant de rappeler que les seules obligations à caractère contraignant auxquelles sont soumis les membres de l'Union sont celles prévues dans la Convention UPOV elle-même, et les matériels ne doivent pas être interprétés d'une manière incompatible avec l'Acte pertinent par le membre de l'Union concerné.

Une liste actualisée du contenu et de l'état d'avancement des matériels figurant dans la Collection UPOV est affichée dans la [table des matières](#) publiée sur le site Web de l'UPOV et illustrée ci-dessous.¹ Toutes les personnes désignées des organes de l'UPOV recevront une notification par voie électronique à chaque mise à jour de la Collection UPOV. Les autres utilisateurs pourront [s'inscrire](#) afin de recevoir une notification par voie électronique à chaque mise à jour de ladite collection.

¹ Prière de noter que cette table est fournie à des fins d'illustration et qu'elle risque d'être caduque lors de la lecture : le lien avec la table des matières actuelle est donné dans le texte ci-dessus.

Table des matières

- a) Convention UPOV
- b) Série de documents UPOV/INF
- c) Notes explicatives sur la Convention UPOV
- d) Introduction générale à l'examen de la distinction, de l'homogénéité et de la stabilité et à l'harmonisation des descriptions des obtentions végétales (document TG/1/3)
- e) Documents TGP
- f) Principes directeurs d'examen
- g) Collection UPOV de lois et traités (UPOVLex)
- h) Liste des membres de l'UPOV
- i) Répertoire des services de protection des obtentions végétales
- j) Organigramme de l'UPOV
- k) Bases de données et informations
 - Liste des taxons protégés par les membres de l'Union
 - Coopération en matière d'examen
 - Liste des genres et espèces pour lesquels les services ont une expérience pratique en matière d'examen de la distinction, de l'homogénéité et de la stabilité
- l) Base de données sur les variétés végétales
- m) Base de données Genie

Des renvois aux matériels que contient la Collection UPOV seront effectués d'un bout à l'autre du cours DL-305 à l'intention des étudiants qui souhaitent obtenir de plus amples informations sur des sujets pertinents.

CRÉATION D'UN SERVICE D'OCTROI DES DROITS D'OBTENTEUR

Le service d'octroi des droits d'obtenteur est souvent placé sous la direction du ministère chargé de l'agriculture ou de celui chargé de la propriété intellectuelle. Les ministères chargés de l'agriculture ont normalement une expérience des programmes liés aux variétés végétales comme la certification des semences et l'inscription dans les listes nationales des variétés. Toutefois, le service d'octroi des droits d'obtenteur peut par exemple être placé sous la direction d'un ministère chargé de la propriété intellectuelle.

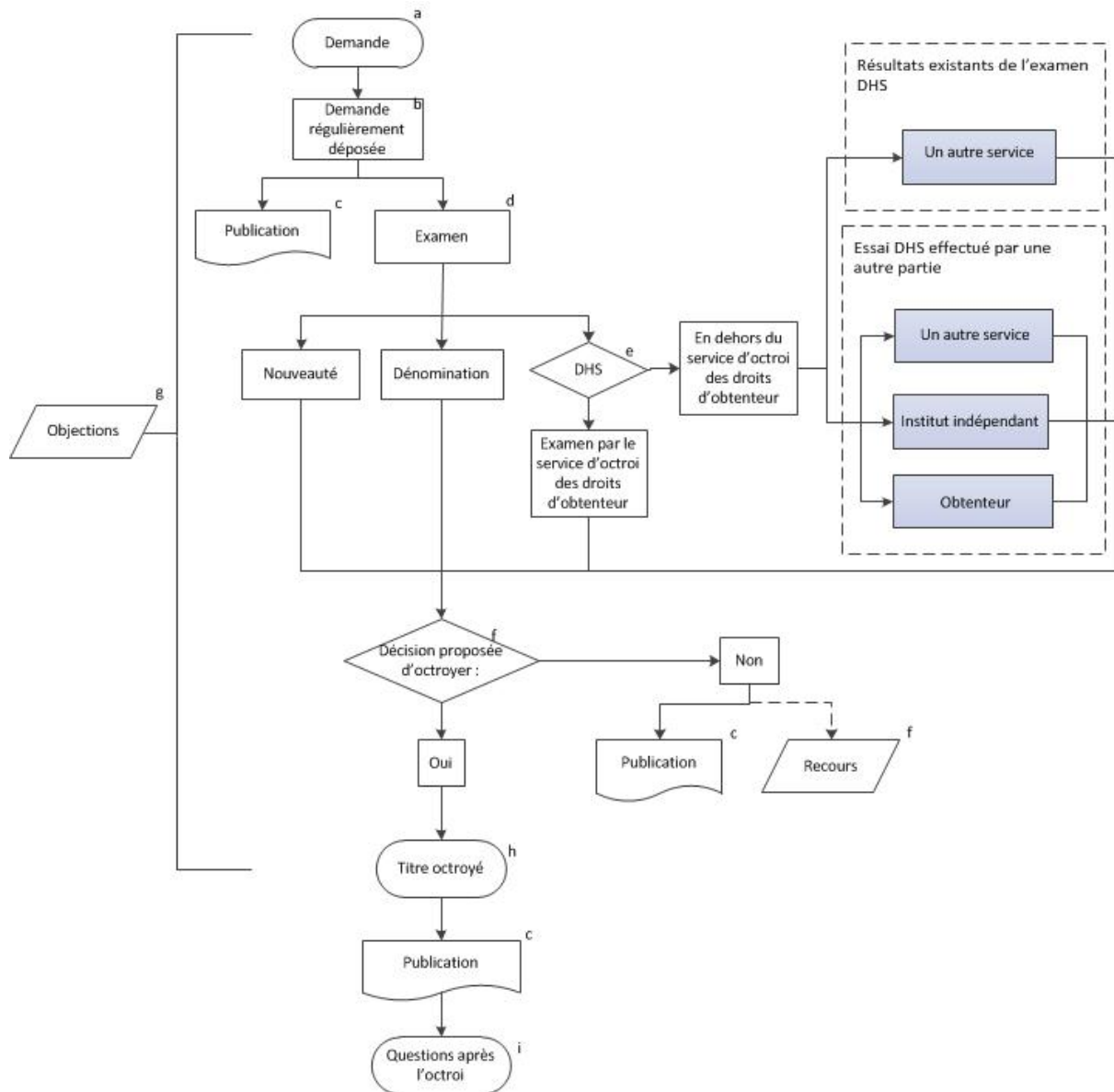
Un membre de l'UPOV peut également décider de confier l'octroi de droits d'obtenteur au service d'octroi d'un autre membre, par exemple une organisation intergouvernementale régionale ou supranationale.

FONCTIONS ET STRUCTURE D'UN SERVICE D'OCTROI DES DROITS D'OBTENTEUR

La Convention UPOV définit les activités du service d'octroi des droits d'obtenteur, mais il n'en définit pas un modèle en particulier. C'est pourquoi les membres de l'UPOV peuvent organiser le service d'octroi en fonction de leur situation.

L'ordinogramme ci-après illustre les tâches fondamentales d'un service d'octroi typique des droits d'obtenteur. Le module 2 : "Administration des demandes" donne de plus amples informations sur ces tâches.

Ordinogramme 1² : Tâches fondamentales du service d'octroi des droits d'obteneur



[Fin du module 1]

² Les notes qui figurent dans le diagramme ci-dessus concernent l'administration de l'examen et sont expliquées dans le module 2 "Administration des demandes".

MODULE 2 : ADMINISTRATION DES DEMANDES

Objectif

Le présent module a pour objectif d'expliquer les tâches de base dont est chargé le service d'octroi des droits d'obtenteur en ce qui concerne l'administration des demandes de droit d'obtenteur. Le module explique les tâches de base exécutées au sein du service d'octroi des droits d'obtenteur, comme il ressort du diagramme figurant dans le module 1 intitulé "Le service d'octroi des droits d'obtenteur".

DEMANDE DE DROITS D'OBTENTEUR (voir la note a du diagramme figurant dans le Module 1)

Introduction

Avant de recevoir les demandes de droits d'obtenteur, le service d'octroi des droits d'obtenteur doit avoir établi les formulaires appropriés et être en mesure d'attribuer une date et une heure de dépôt.

Les dispositions juridiques en vigueur dans certains membres de l'UPOV autorisent le dépôt de demandes sur papier uniquement. D'autres membres autorisent l'utilisation de formulaires de demande électroniques pour remplacer ou compléter les demandes sur papier, ce qui facilite l'utilisation des bases de données et la gestion de l'information. Afin de pouvoir accepter les demandes sous forme électronique, les membres de l'UPOV devront peut-être mettre en place des systèmes auxiliaires dédiés, par exemple, à la reconnaissance des signatures numériques, au paiement électronique ou à des questions de sécurité.

Les demandes de protection doivent être administrées par le service d'octroi des droits d'obtenteur et leur gestion peut nécessiter l'utilisation de logiciels précis. Le partage de logiciels entre membres de l'UPOV constitue un moyen essentiel d'appui à l'administration des demandes et à l'examen des variétés. Des informations sur le partage de logiciels entre membres de l'UPOV figurent dans le document UPOV/INF/16 "Logiciels échangeables" (disponible à l'adresse http://www.upov.int/information_documents/fr/).

Élaboration de formulaires

En vue de faciliter la mise en œuvre des procédures de dépôt des demandes de protection des obtentions végétales, l'UPOV a établi des formulaires types qui peuvent être utilisés par les services d'octroi des droits d'obtenteur dans un cadre national ou régional.

Formulaire type de demande élaboré par l'UPOV

Le document TGP/5 intitulé "Expérience et coopération en matière d'examen DHS" contient le "Formulaire type de l'UPOV pour la demande de protection d'une obtention végétale" (TGP/5, Section 2). Le formulaire type de l'UPOV se présente comme dans l'extrait figurant à la page suivante (disponible à l'adresse <http://www.upov.int/tgp/fr/>).

Lors de la conversion du formulaire type de l'UPOV en formulaire propre à un service d'octroi des droits d'obtenteur et lors de l'élaboration des instructions pour remplir le formulaire, la teneur de la législation applicable du membre de l'UPOV, ainsi que la terminologie utilisée dans cette législation doivent être prises en considération. Afin que le formulaire type puisse jouer son rôle, il est essentiel que la disposition, l'objet et la numérotation des rubriques soient respectés dans les formulaires propres à un service donné.

Un renvoi normalisé de l'UPOV a été fourni pour chaque champ du formulaire type de l'UPOV. Par exemple, pour le point 1.(a) "Demandeur(s) Nom(s)", le renvoi normalisé de l'UPOV est "UPOV A1 : 1(a)(i)". Pour faciliter l'harmonisation et aider les déposants, un service peut inclure les renvois normalisés de l'UPOV dans les champs correspondants dans ses propres formulaires. Il appartient à chaque service de déterminer si les champs dans ses propres formulaires correspondent de manière suffisamment précise à ceux figurant dans le formulaire de demande type de l'UPOV pour qu'il soit possible d'effectuer ces renvois.

Le document TGP/5, Section 2 contient des informations plus détaillées sur les différentes rubriques du formulaire type de l'UPOV.

variétés (voir à l'adresse http://www.upov.int/test_guidelines/fr/), un questionnaire technique type a été élaboré au chapitre 10.

Échantillon de la variété

Le document TGP/5 "Expérience et coopération en matière d'examen DHS", Section 4 "Formulaire type de l'UPOV pour la désignation de l'échantillon de la variété" contient un modèle à utiliser conjointement avec le matériel végétal fourni parallèlement au matériel végétal fourni aux fins de l'examen des variétés candidates.

Attribution de la date de dépôt

Les demandes reçues par le service d'octroi des droits d'obtenteur doivent se voir attribuer une date de dépôt. Cette étape est nécessaire aux fins de l'examen de la nouveauté (voir le module 5 intitulé "Examen de la nouveauté") et de la distinction (voir le module 9 intitulé "Examen de la distinction").

La Convention UPOV prévoit un droit de priorité pendant un délai de 12 mois, fondé sur une demande antérieure de protection de la même variété déposée auprès d'un autre membre de l'UPOV, en vertu duquel une demande subséquente est traitée comme si elle avait été déposée à la date de dépôt de la première demande. Le droit de priorité produit ses effets en ce qui concerne l'examen des conditions relatives à la nouveauté et à la distinction et les dénominations proposées (voir le module 4 intitulé : "Demande d'octroi du droit d'obtenteur" du cours d'enseignement à distance DL-205 intitulé "Introduction au système UPOV de protection des variétés végétales selon la Convention UPOV", ainsi que le document UPOV/EXN/PRI intitulé "Notes explicatives sur le droit de priorité selon la Convention UPOV" qui peut être consulté à l'adresse http://www.upov.int/explanatory_notes/fr/).

DÉPÔT DE LA DEMANDE EN BONNE ET DUE FORME (voir la note b dans le diagramme figurant dans le Module 1)

Il convient de vérifier la conformité des demandes avec les conditions de forme applicables et les exigences en matière de taxes afin qu'elles puissent être considérées comme ayant été déposées en bonne et due forme. Pour qu'une demande soit considérée comme ayant été déposée en bonne et due forme, elle doit être présentée par une personne pouvant prétendre au droit d'obtenteur (voir le module 3 intitulé "Droit à présenter une demande").

Les demandes déposées en bonne et due forme doivent être préparées aux fins de leur publication par l'agent chargé du dossier ou la personne chargée du traitement initial des formulaires de demande. Des informations doivent également être fournies aux autres agents concernés au sein du service afin de leur permettre de préparer les étapes suivantes de la procédure d'examen.

PUBLICATION (voir la note c du diagramme figurant dans le Module 1)

Voir le module 4 intitulé "Informations à publier".

EXAMEN DES CONDITIONS (voir la note d du diagramme figurant dans le Module 1)

L'examen de la nouveauté et de la dénomination proposée, ainsi que l'examen DHS doivent être menés en parallèle, afin d'éviter un retard dans l'octroi des droits d'obtenteur. Plus précisément, la Convention UPOV exige que la dénomination soit enregistrée par le service en même temps qu'est octroyé le droit d'obtenteur (article 20.3) de l'Acte de 1991 et article 13.3) de l'Acte de 1978). Différentes options existent s'agissant de la procédure d'examen. Par exemple, une personne peut être désignée comme "agent chargé du dossier" et chargée de la gestion de tous les aspects de l'examen susmentionnée, ou alors, différentes parties du travail peuvent être confiées à des spécialistes.

L'examen de la dénomination fait l'objet du module 6 intitulé "Examen de la dénomination des variétés". L'examen de la nouveauté est traité dans le module 5 intitulé "Examen de la nouveauté", alors que les modules 7 à 13 portent sur l'"Examen DHS".

EXAMEN DHS

(voir la note e du diagramme figurant dans le module 1)

La taille et la structure des services d'octroi des droits d'obtenteur sont liées aux modalités d'examen DHS. Un service peut, par exemple, recourir à un ou plusieurs des systèmes suivants :

- le service procède lui-même à la mise en culture ou autres essais (examen effectué par le service)
- le service prend les dispositions nécessaires pour qu'une ou plusieurs tierces parties procèdent à la mise en culture ou autres essais (en dehors du service). Dans ce dernier cas, la tierce partie peut être, par exemple, un autre service, un institut indépendant ou l'obtenteur.
- le service prend en considération les résultats des essais en culture ou autres essais qui ont déjà été effectués (en dehors du service).

Les différentes options en matière de coopération entre services et de coopération avec l'obtenteur dans le cadre de l'examen DHS sont étudiées plus en détail dans le module 13 intitulé "Coopération en matière d'examen DHS". Le document TGP/5 intitulé "Expérience et coopération en matière d'examen DHS", Section 1 "Accord administratif type pour la coopération internationale en matière d'examen des variétés" fournit également des indications utiles dans le cadre d'un accord administratif type pour la coopération internationale en matière d'examen des variétés. Les membres de l'UPOV peuvent conclure des arrangements informels pour l'achat de rapports d'examen DHS (par exemple, par échange de lettres).

DÉCISION PROPOSÉE

(voir la note f du diagramme figurant dans le Module 1)

Sur la base des résultats de l'examen de la nouveauté et de la dénomination et de l'examen DHS, une décision peut être proposée concernant l'octroi de la protection. Cette décision peut être proposée au service chargé de l'octroi des droits d'obtenteur (service d'octroi des droits d'obtenteur) par un responsable ou un groupe de spécialistes, tels qu'un comité ou un groupe d'experts. Si la décision est négative, le rejet de la demande est publié (voir le module 4 intitulé "Informations à publier"). Le demandeur peut former un recours contre la décision négative proposée par le service.

OBJECTIONS

(voir la note g du diagramme figurant dans le Module 1)

Le service d'octroi des droits d'obtenteur doit avoir mis en place des procédures visant à traiter les objections reçues à la suite de la publication des informations. Les objections formulées par le public peuvent contenir des données pertinentes concernant l'examen des demandes et des dénominations. Le demandeur peut aussi fournir d'autres informations pertinentes dans le cadre d'un recours formé contre une décision du service d'octroi des droits d'obtenteur.

OCTROI DU TITRE

(voir la note h du diagramme figurant dans le Module 1)

Si la décision concernant l'octroi de la protection est positive, le titre est octroyé. Le titre est délivré au titulaire du droit d'obtenteur. Les droits d'obtenteur octroyés, ainsi que les dénominations approuvées sont enregistrés et publiés au même moment par le service d'octroi des droits d'obtenteur (voir le module 4 intitulé "Informations à publier").

QUESTIONS À PRENDRE EN CONSIDÉRATION APRÈS L'OCTROI DU TITRE
(voir la note i du diagramme figurant dans le Module 1)

Les tâches incombant au service après l'octroi des droits d'obtenteur comprennent l'obligation de maintenir à jour les renseignements pertinents dans le registre et les bases de données, la gestion du paiement des taxes (le cas échéant) par l'obtenteur en vue de maintenir les droits en vigueur et la publication d'informations pertinentes après l'octroi des droits, par exemple, l'expiration des droits d'obtenteur et les changements concernant le titulaire des droits et les dénominations (voir le module 4 intitulé "Informations à publier"). Le service peut aussi décider de prendre des mesures en vue de contrôler le maintien de la variété.

[Fin de l'annexe et du document]